

Bulletin d'histoire politique

«L'engagement politique interpellé à l'aune de la créativité»,
Pétition, no. 1, janvier-février-mars 1998, 125 p.

Lucille Beaudry

B
H
P

Volume 7, Number 1, Fall 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060296ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060296ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Beaudry, L. (1998). Review of [«L'engagement politique interpellé à l'aune de la créativité», Pétition, no. 1, janvier-février-mars 1998, 125 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 157–161. <https://doi.org/10.7202/1060296ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

«L'engagement politique interpellé à l'aune de la créativité», *Pétition*, no. 1, janvier-février-mars 1998, 125 p.¹

Voilà que, trente ans après mai 68, paraît en France le premier numéro (janvier-février-mars 1998) d'une revue intitulée *Pétition* (édition Arléa) clamant le retour de l'engagement politique. Le titre rappelle le moyen par lequel les intellectuels depuis le *J'accuse* d'Émile Zola (1892) ont fait leur entrée sur la scène politique. Un siècle plus tard, la pétition demeure encore un moyen qu'utilisent intellectuels et militants pour intervenir dans le débat public. Si la revue est fort bien présentée et illustrée par de magnifiques sinon magistrales photographies de Sebastiao Salgado extraites de l'ouvrage *Terra* (publié en 1997 aux Éditions de la Martinière), elle entend surtout être une tribune d'expression pour les personnes engagées dans des expériences militantes les plus diversifiées; en particulier, la revue entend être attentive aux multiples formes d'expression artistiques (photographies, cinéma, littérature...) propres à stimuler les débats. *Pétition* veut de la sorte combler l'espace laissé vacant par l'épuisement des thèses post-soixante-huitardes; espace intellectuel et politique atrophié par cette décennie marquée par le triomphe de l'idéologie libérale, la proclamation de la «fin des idéologies» et de la «fin de l'Histoire». À contre-courant de la pensée dominante et à l'affût des arts, tels sont les impératifs de ce retour à l'engagement politique.

À contre-courant de la pensée unique

Un certain nombre d'articles sont regroupés autour de l'importance de «sortir de la pensée unique». Sous cette rubrique, il convient, entre autres, de souligner l'article de Jean-Claude Guillebaud «D'une dissidence à l'autre» (p. 19-23) qui en interroge le sens dans le contexte occidental de la démocratie pluraliste et pacifiste. Il prend un malin plaisir à montrer comment cette pensée dominante libérale emprunte à plus d'un titre les méfaits comme la parodie de l'idéologie communiste qu'elle vient justement de vaincre si allègrement. Limitons-nous à quelques exemples tel l'invocation quotidienne à tout propos des contraintes qu'imposent les lois du marché mondial. Cette contrainte pèserait aussi lourd sinon plus que la détermination en dernière instance de l'infrastructure. L'éviction du politique par les lois du marché parées celles-là des attributs de la science économique récuserait de fait toute critique.

Aucune raison ne peut légitimer quelque prétention à s'opposer à cette «transition» incompressible et irrésistible vers l'économie de marché intégrale. La moindre évocation d'une réalité nationale est aussitôt affublée de «populisme», voire de «fascisme», et surtout elle permet d'autorité de clore toute critique et partant bien sûr le débat politique. Enfin, «l'avenir radieux» des adeptes de l'économie de marché appartient désormais aux sociétés dérégulées, globalisées même si elles doivent passer par la précarité présente du corps social. Qui plus est, cette pensée unique dispose de la complaisance du système médiatique comme le rappellent les épisodes de la Guerre du Golfe ou du référendum sur le traité de Maastricht. La dissidence qui est ici proposée en appelle à la liberté d'analyse et à l'innovation culturelle.

La liberté d'analyse doit revoir «le retour de l'économie politique» tant et aussi longtemps que les privatisations, l'abaissement du coût salarial et la flexibilité du marché du travail et de la main-d'œuvre sont présentés comme inévitables par le tournant libéral et ce, au nom de la rationalité, du marché et de la mondialisation. Ces arguments économiques fort connus: l'excès du coût du travail ou l'inefficacité des dépenses publiques viennent légitimer des choix qui ne sont que politiques.

C'est cette situation qui contraint ceux et celles pour qui le débat politique est le ferment de la démocratie à trouver des formes d'expression originales et ainsi des lieux plus appropriés que ne le sont les partis politiques afin justement de sortir de la pensée unique.

Tout est dit dans cette revue pour signifier l'engagement politique de manière à échapper aux tyrannies croisées du «nous» qu'est le grand tout collectif et du «je» narcissique, selon lequel le moi se substitue à la fusion dans le tout: la nation, le parti, etc.

La revue est influencée par le philosophe Merleau-Ponty et en particulier sa *Phénoménologie de la perception* (Paris, Gallimard, 1945) pour qui le «je» est toujours situé dans un monde intersubjectif. Ils écrivent en effet:

«Ne sommes-nous pas, chacun, un *singulier collectif*, c'est-à-dire travaillés par des bouts de collectifs singularisés dans une expérience personnelle qui n'est jamais exactement celle d'un autre mais qui entre pourtant en *résonance* avec celles d'autres? La conjoncture est peut-être plus favorable pour prendre à bras-le-corps cette tension, parce que tout à la fois nous héritons des critiques justes des verrouillages institutionnels qui écrasent les individus et que nous entrevoyons les impasses de la bonne conscience narcissique qui monte des égouts des désillusions du siècle» (p. 31).

Le Club Merleau-Ponty né en février 1995 de la rencontre de jeunes universitaires et chercheurs en sciences sociales, de militants politiques,

de syndicalistes, de praticiens des services publics, de journalistes critiques et de «parrains» plus reconnus dans les milieux intellectuels français, parmi lesquels se retrouvent, entre autres, Pierre Bourdieu, Robert Castel et Bruno Latour vient étayer une telle position. En effet, ce club s'est fixé pour objectif de défaire l'hégémonie du libéralisme économique et de refonder les repères d'une pensée progressiste; initiative qui reprend en charge le défi du pessimisme de l'intelligence et de l'optimisme de la volonté. La position politique revendiquée doit tout autant éviter les certitudes autrefois proposées par les pensées dogmatiques que les vertiges du vide post-moderne actuel. Alléguant à l'appui de leur position Marx et Wittgenstein que pour transformer le monde, il faut aussi se révolutionner soi-même.

À l'affût des arts

Si l'époque des grands mouvements politiques a été vécue au détriment de la vie personnelle des militants (p. 39), le plus souvent soumise aux stratégies de l'organisation, qu'il nous suffise ici de lire *La communauté perdue* de Jean-Marc Piotte pour comprendre le vécu de cette subordination du privé au politique, il en fut de même d'autres domaines, tout aussi essentiels et négligés, notamment celui de l'esthétique.

C'est pourquoi la revue regroupe plusieurs articles sous les rubriques des Arts et contrairement à la formule habituelle des arts voués à l'engagement révolutionnaire, rivés à une idéologie politique et/ou à la propagande, il semble désormais que cette fois-ci il s'agit de considérer sans présuppositions les positions politiques qui émanent des diverses formes d'expression artistiques. Ainsi en est-il de la photo, du cinéma et des arts plastiques entre autres formes invoquées.

«La photo pour la terre» intitule le premier article de cette rubrique visant à recueillir les propos de Sebastiao Salgado, photographe reconnu dans le monde entier. Celui-ci nous livre son choix pour cette forme d'expression artistique et politique accessible au plus grand nombre. Économiste de formation, il explique pourquoi il est passé de l'écrit à l'image, alliant plaisir à une plus grande efficacité. Par la photographie, il raconte la même histoire: l'histoire des hommes et de leur migration. L'image comme langage universel dont la diffusion dans un très grand nombre de pays constitue un gage de démocratisation de la communication, à l'encontre et à la mesure pense-t-il de la circulation des capitaux et des marchandises.

D'autre part, la cinéaste Dominique Cabrera, signataire de l'Appel à la désobéissance civile, considère qu'il faut maintenant «faire des liens entre les époques, pouvoir passer sans cassure d'un état à l'autre, de la lecture aux réunions, du privé au public, de l'action à la solitude» (p. 56). Elle se demande

comment faire des films différents si ceux à qui ils sont destinés ne les voient pas. Elle se dit effrayée devant les ruines, devant l'ampleur de la tâche, devant la victoire du libéralisme alors qu'il y a nécessité vitale pour tous d'une alternative au marché roi. «S'engager aujourd'hui, ce serait comme projeter une maison mouvante ouverte à tous les vents mais pourtant propice au recueillement... L'engagement n'est pas un destin mais un rapport», affirme-t-elle (p. 56).

Dans le même ordre d'idées, il est question de la première édition du festival international de films de résistances tenu à Tarascon-sur-Ariège en juillet 1997 et qui a présenté quelque soixante films relatant les faits et gestes de toutes celles et de tous ceux qui refusent de subir le système dominant ou la norme. Dans «Regards croisés de Ken Loach et Bertrand Tavernier», parrains du festival, ceux-ci rappellent que le cinéma est aussi un outil de résistance et comment ils s'y emploient respectivement.

Alors que le texte «Poirier, Marker et Veyssat: trois cinéastes en campagne» vient à point confirmer que le cinéma autre que celui des «films-hamburgers» à consommation rapide de l'industrie hollywoodienne n'a pas signé son arrêt de mort.

La revue relate l'expérience en art du groupe *Cobra* (1948-1951) dans «Cobra, art et société», elle nous rappelle notamment qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, quelques artistes se sont réunis pour créer une pratique nouvelle, révolutionnaire, prenant acte des transformations de la société. Leur objectif: briser les barrières qui séparent «l'art» et la vie en mettant en œuvre une recherche artistique conjuguant des idées en provenance du monde communiste, du surréalisme et de l'expressionnisme allemand principalement. À cette époque être Cobra, «c'est avant tout un état d'esprit expérimental, collectif, international et de liberté de penser et d'agir» (p. 64). Avec Cobra, les disciplines artistiques n'ont plus de cloisons et les œuvres collectives sont inattribuables à l'un ou l'autre artiste du groupe. Les œuvres Cobra et plus tard de l'Internationale situationniste (1957-1972) sont liées à l'expression de la créativité propre à chaque imaginaire singulier qui crée son image de la réalité et agit sur elle dans un contexte d'action particulier, qu'il soit esthétique et/ou politique. Si elle se heurte aux historiens de l'art et aux difficultés des théories sur l'art, cette forme d'art, plus que tout autre, a agi sur les mouvements de contestation sociale et politique des années soixante qui culminent en mai 68. Tristan Klein interroge quant à lui la chanson dans son acception populaire de variété quant à son pouvoir d'interpeller la société française. La chanson d'art populaire de variété devient, sous cet angle, un objet d'analyse et d'observation de l'état de la société, de ses préoccupations, de ses attentes, étant l'une des scènes à la fois réelles et métaphoriques où la société se joue à elle-même sa propre représentation (p. 70).

Outre le cinéma, les arts plastiques et la chanson, la politique est tout entière comprise dans les média, comme le souligne François Kalfon qui s'entretient avec Éric Dupin. Celui-ci fut journaliste politique à *Libération* pendant quinze ans de 1981 à 1996, ayant préalablement fait ses premières armes à la fin des années soixante-dix dans la presse étudiante *Le Crayon entre les dents* qui a permis à d'autres futurs journalistes de s'illustrer, comme Laurent Joffrin par exemple. Vingt ans après, Éric Duprin dresse un portrait sans concessions de la presse française. Ses désillusions, ses espoirs, mais aussi ses bons coups permettent de comprendre pourquoi cette profession est passée d'une logique de mission (incarner un contre-pouvoir, battre en brèche les idées reçues, etc.) à une logique de fonction. Selon ce dernier, l'engagement, autrefois indissociable du journalisme, a progressivement disparu au profit d'une pure logique de carrière. Pour lui, la presse est à réinventer dans sa forme et surtout dans son contenu (p. 80).

S'ajoutent à cela, le carnet de voyage en Iran d'Élodie Coutelier, le séjour de «Quinze mois aux côtés des sans-papiers» d'Emmanuel Terray et un roman photo (sans dialogue) en passant par une journée sur les «marchés dérivés» après avoir questionné la peur des marchés financiers. Tel est le retour éclaté de l'engagement politique pour *Pétition*.

S'agit-il d'un signe des temps ou d'un cri d'alarme dans le désert? À lire ces pages, on a l'impression d'être moins dupes de ce qui nous domine. La «pétition» sera-t-elle suivie? C'est à suivre! En attendant, cet appel à la créativité en matière d'engagement politique s'avère tout à fait approprié pour inspirer au *Bulletin d'histoire politique* le projet d'un numéro consacré à la question des relations entre l'art et la politique.

Lucille Beaudry
Département de Science politique
Université du Québec à Montréal

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Fondée en 1998 par Liem Hoang Ngoc pour faire suite au mouvement de soutien aux sans-papiers, cette revue vient de faire paraître un deuxième numéro sur le thème «Démocratie et mondialisation» (automne 1998, Arléa, 160 p.).